

## **LE PROBLEME VIETNAME EN L'ACCESSION AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

Lorsque M. Trần Bình Tinh me proposa de faire une communication au présent colloque, je vous avoue que je fus profondément intrigué : intrigué parce que le thème de notre débat me parut quelque peu insolite. Peut-on parler d'un « retour de la prospérité au Vietnam » ? Cela n'implique-t-il pas que le Vietnam jouissait déjà dans un passé plus ou moins récent de la prospérité économique ? Jusqu'en 1978, j'ai toujours vécu au Vietnam, d'abord au Nord, ensuite au Sud : je peux vous affirmer qu'à mes yeux mon pays bien aimé n'a jamais connu de prospérité si l'on se base sur les critères communément admis. Depuis mon adolescence, je n'ai vu autour de moi, que le spectacle désolant d'un pays sous-développé ; puis ce furent les affres de la guerre, les souffrances, dévastations, destructions... dues à un régime politique se fixant comme objectif non pas le développement économique mais plutôt la dictature prolétarienne ! Au lieu de parler d'un retour à la prospérité, je préfère donc parler d'accession au développement, ou si l'on veut employer un terme déjà consacré par la théorie, de décollage économique (take off), ce qui me semble plus modeste et plus réaliste.

D'aucuns ne manqueraient pas de soulever immédiatement la question cruciale : Accession au développement ? Oui, mais quel développement ?

Faute d'un modèle actuel ou historique acceptable par tout le monde, et toujours dans un souci constant de réalisme, je crois utile de nous baser sur l'expérience d'un pays qui avait servi pendant de nombreuses années de référence au régime communiste de Hanoi et qui s'est converti depuis 1991 à l'économie de marché : il s'agit de la Russie, partie restante de l'ex Union des Républiques Socialistes Soviétiques. N'oublions pas que les dirigeants communistes vietnamiens, suivant les recommandations de leurs aînés soviétiques, avaient, dès 1986, inauguré la politique du « *dói mói* » expression visiblement traduite du terme russe « *perestroïka* ». Que s'est-il passé en Russie ? S'il est vrai que le Président Boris Yeltsine a décidé d'établir sans arrière pensée une économie de marché dans le plein sens du terme, il est vrai aussi que les « gestionnaires » à tous les niveaux étaient membres de l'ancienne « *nomenklatura* », disposant sinon d'une autorité officielle, du moins d'une influence sans partage dans un secteur déterminé de la vie collective. Avec cet atout redoutable, ils n'ont pas hésité à transformer leur position d'influence en une source de revenus personnels. Il en résulte l'apparition d'une nouvelle classe, celle de nouveaux riches, ce qui après tout reste tolérable quand on accepte d'avance les inégalités inhérentes au mécanisme du marché. Mais ce qui est grave et plus inquiétant, c'est que l'économie russe, dans son ensemble, est devenue une économie mafieuse, monopolisée par une minorité de nouveaux hommes d'affaires, n'hésitant pas à fausser le jeu de l'offre et de la demande, à violer délibérément les lois et règlements en vigueur, et cela au détriment de la masse de la population devenue même plus malheureuse qu'aux pires moments du régime soviétique. Il n'est pas facile de libérer le pays de l'emprise de cette mafia à travers les procédures démocratiques car elle est parfaitement consciente de sa solidarité : quels que soient les vainqueurs à l'issue d'une élection générale, les vaincus seraient certainement

ménagés et leurs intérêts protégés... Qui peut en effet espérer garder le pouvoir indéfiniment ? N'est-il pas plus prudent de rendre service à l'adversaire pour qu'il renvoie plus tard l'ascenseur ? La mafia pourrait donc continuer à régner en maître absolu pendant de longues années.

Les informations qui nous sont parvenues chaque jour du Vietnam laissent croire qu'une évolution analogue est en train de se produire dans le pays, avec bien moins d'ampleur, certes, mais avec les mêmes traits caractéristiques et les mêmes tendances. Est-ce une perspective réjouissante et souhaitable ? Aucun vietnamien patriote, vivant dans le pays ou à l'étranger, n'accepterait de se résigner à une telle fatalité...

Outre ce phénomène de l'apparition d'économies mafieuses, on parle beaucoup actuellement de la mondialisation considérée comme une évolution inéluctable. Sur le plan économique, cette mondialisation se manifeste par l'ouverture des frontières aux échanges internationaux et notamment par l'établissement des bourses de valeur, dans des endroits où une telle création semblait naguère à peine croyable. La conséquence prévisible ? Nous sommes en train d'assister à l'émergence d'une véritable « économie de casino ». Les fluctuations journalières sur les grandes places financières internationales tendent à remplacer les critères traditionnels de productivité et de rentabilité. Les investissements productifs – toujours à très long terme – cèdent progressivement la place à des mouvements purement spéculatifs de capitaux. L'absence fréquente de culture économique des boursicoteurs, leur audace irrationnelle, tout comme leurs réactions imprévisibles contribuent à créer un environnement plein d'incertitudes, absolument nuisible à tous développements économiques sains et durables. Devrions nous suggérer les mêmes « innovations » au Vietnam ? En ce qui me concerne, j'ai déjà exprimé ma véhémence désapprobation dans une récente interview à Radio France Internationale. En définitive, ce qui se passe dans le monde, et plus particulièrement dans l'ex Union Soviétique, ne peut certainement pas inspirer les dirigeants de quelques pays communistes encore existants dans leur recherche d'un modèle de développement susceptible de garantir à leur population une prospérité réelle.

Abordons maintenant le cas du Vietnam. Quelques mois à peine après la réunification manu militari du pays en 1975, les dirigeants communistes avaient décidé d'étendre sans délai à l'ensemble du Vietnam le régime de planification socialiste en vigueur dans le Nord. Le 2 juillet 1976, l'appellation officielle du Vietnam fut changée de « République Démocratique du Vietnam » en « République Socialiste du Vietnam ». Permettez-moi d'ouvrir ici une parenthèse d'ordre terminologique. En France, nous sommes habitués à faire la différence entre le concept « socialisme » et le concept « communisme ». Au Vietnam, le terme « communisme » a pour équivalent « *Công san thu nghĩa* », tandis que le terme « socialisme » est officiellement traduit par « *Xa hôi chu nghĩa* ». Ne croyons pas cependant que le régime socialiste vietnamien est comparable à des régimes qualifiés de socialistes que l'on rencontre dans d'autres pays d'Europe. C'est un point très important, car ces régimes socialistes européens sont parfaitement compatibles avec l'économie de marché. Au Vietnam, au contraire, le qualificatif « *Công san thu nghĩa* » signifie en réalité « communisme ». Le régime socialiste, « *Xa hôi chu nghĩa* », tel qu'il était institué au Nord du pays avant 1975 et dans l'ensemble du pays depuis 1976, était fondamentalement calqué sur le régime soviétique, modèle stalinien. Dans un tel système de planification intégrale, il n'y a pas de prospérité privée, pas de

liberté d'entreprise, pas de liberté de consommation et, bien entendu, pas de liberté d'échange. La monnaie n'est qu'un instrument de politique économique : périodiquement le gouvernement procède à un échange de billets, confisquant par la même occasion l'épargne des thésaurisateurs. Inutile de dire que si le Parti Communiste Vietnamien voulait maintenir ce modèle d'organisation, aucune intégration véritable à l'économie de marché ne serait possible : on pourrait tolérer, tout au plus, l'existence d'un marché « gris » très limité, semblable au marché kolkhozien qui fonctionnait déjà en U.R.S.S. du temps de Staline.

Le VIème Congrès du Parti Communiste Vietnamien, réuni en Décembre 1986, inaugure la stratégie du « dói mói » (rénovation) : en fait ce n'était que l'application sur le plan vietnamien de la politique de perestroïka adoptée par Gorbatchev en U.R.S.S. Le changement de stratégie était d'ailleurs une nécessité car le Gouvernement Vietnamien était manifestement incapable de mettre en œuvre un plan quinquennal sophistiqué à l'instar des plans quinquennaux soviétiques. En ressuscitant les réseaux d'échange privés de marchandises, le régime avait un alibi pour justifier le dysfonctionnement chronique du système étatique de distribution. Peut-être les dirigeants communistes vietnamiens espéraient-ils que cette politique du « dói mói » n'était qu'une mesure de circonstance imposée par les nécessités de la conjoncture et qu'ils pourraient revenir au modèle de planification socialiste orthodoxe, une fois la situation économique améliorée... Toujours est-il que leur calcul était déjoué par les événements mondiaux : en 1989 ce fut la chute du Mur de Berlin, puis l'effondrement successif de tous les régimes communistes européens. L'Union Soviétique elle-même se désagrégea : ce qui posa un problème épineux aux dirigeants communistes vietnamiens car dorénavant ils n'ont plus de référence doctrinale pour leur stratégie. Incapables de s'entendre pour improviser une « voie socialiste vietnamienne », ils se tournent forcément vers le grand voisin du Nord, la Chine populaire qui a réussi miraculeusement à rester intacte à travers l'ouragan secouant le monde communiste.

C'est dans cette ambiance que fut réuni en Décembre 1991 le VIIème Congrès du P.C.V. La résolution finale adoptée par ce Congrès dénote incontestablement un profond embarras des Communistes Vietnamiens sur le plan idéologique. S'ils n'osèrent pas revenir en arrière et supprimer l'économie de marché déjà largement implantée dans l'ensemble du pays, ils n'osèrent pas non plus couper tous liens idéologiques avec la doctrine marxiste-léniniste. Pour justifier leur attitude ambiguë, ils ne pouvaient faire autrement qu'invoquer un « pragmatisme » de feu Hồ Chí Minh ! C'est ainsi que fut lancé le slogan « Economie de Marché avec orientation socialiste » (Kinh t ̣ thi trường theo định hướng xã hội chủ nghĩa). D'aucuns pourraient penser que c'est la traduction approximative du slogan d'Economie Socialiste de Marché en Chine : vu l'habitude communiste d'abuser les gens avec des formules vagues susceptibles d'être interprétées de façons très différentes, on est tenté de voir dans les deux slogans ci-dessus de simples gadgets de propagande. En fait, ces slogans appellent de notre part plusieurs observations :

1) 1<sup>ère</sup> observation : Les communistes vietnamiens –comme leurs camarades chinois- sont obligés de recourir au mécanisme du marché pour sauver leur économie planifiée menacée de paralysie. L'organisme central de planification s'est avéré en effet manifestement incapable de satisfaire les aspirations complexes de la population rendue de plus en plus exigeante à la suite des contacts inévitables avec le monde « capitaliste ». Le

développement requiert d'autre part la participation volontaire et enthousiaste de tous les citoyens : cela serait impossible si le régime ne privatise pas la propriété des moyens de production, autrement dit s'il ne restitue pas à chacun sa liberté de s'enrichir, de consommer, d'épargner, d'investir... comme dans les économies de marché. Notons enfin qu'après l'effondrement des régimes communistes européens, « l'espace de planification » socialiste s'est considérablement réduit. Même un grand pays comme la Chine ne peut rester autarcique ; a fortiori, un petit pays comme le Vietnam ne pourrait survivre en s'isolant du marché mondial.

2) 2<sup>ème</sup> observation : Le Parti Communiste Vietnamien, tout comme son homologue chinois, croit devoir rester fidèle au modèle stalinien d'économie socialiste. Pour l'un et pour l'autre, le grand problème c'est d'introduire le mécanisme du marché dans une structure collectiviste existante sans pour autant hypothéquer l'avenir. Comment l'ont-ils fait ? C'est ici que la divergence entre les deux slogans vietnamien et chinois nous semble tout à fait révélatrice. La Chine qui possède un territoire immense peuplé par un milliard deux cents millions d'habitants paraît adopter une stratégie de limitation spatiale de l'économie de marché. Elle a créé des zones économiques spéciales telles que Shanghai, Tchoung King, Shen Zen, et récemment Hongkong ... « Le mal capitaliste » se trouve ainsi circonscrit dans des limites précises, apparemment contrôlables. Les zones économiques spéciales jouissent de leurs privilèges pour une durée indéterminée, ou très longue : 50 ans par exemple. Les hommes d'affaires chinois et étrangers se sentent ainsi rassurés : ils peuvent se lancer dans des entreprises à long terme. Tel est l'objectif visé par les dirigeants chinois en lançant la fameuse formule : « Un pays, deux systèmes ». Si l'expérience réussit, on peut prévoir que les zones économiques spéciales s'étendront... et finiront par absorber le reste du territoire national, encore soumis au régime de planification sociale. Si, au contraire, elle échoue, il suffira aux futurs dirigeants de réintégrer ces enclaves capitalistes à l'espace socialiste national. L'expression d'économie socialiste de marché semble donc désigner un modèle d'organisation transitoire destiné à disparaître tôt ou tard. Elle n'oblige pas les théoriciens chinois du maoïsme à procéder à une révision toujours déchirante de leur enseignement.

Tel n'est pas le cas du Parti Communiste Vietnamien. Il croyait bien faire, en 1975, de ne pas accorder au Sud Vietnam nouvellement conquis un régime économique spécial, en dehors du cadre de la planification socialiste appliquée au Nord. En 1986, il pouvait inaugurer la politique du « *dói mói* » en s'abritant derrière l'autorité de Gorbatchev, initiateur de la politique de perestroïka en U.R.S.S. En 1992, obligés de « penser par eux-mêmes », les dirigeants communistes vietnamiens crurent encore bien faire de lancer la formule « d'économie de marché avec orientation socialiste » ; ce faisant, ils voulaient affirmer leur volonté de préserver l'unité –et donc l'homogénéité– du Vietnam : ils ne voulaient pas créer de zones économiques spéciales comme en Chine, de peur de faire naître des velléités de dissidence territoriale, notamment dans le Sud du pays. Pour rassurer la population et les investisseurs étrangers, ils ne pouvaient faire autrement qu'opter pour l'économie de marché mais s'empressèrent d'ajouter la condition « avec orientation socialiste » en précisant à diverses reprises, notamment lors des VII<sup>ème</sup> (1991) et VIII<sup>ème</sup> Congrès (1996) du P.C.V. qu'il s'agit du socialisme marxiste léniniste. Nous sommes donc en présence d'une stratégie de limitation de l'économie de marché dans le temps et non plus dans l'espace. Quelle limite ? Cinq ans ? Dix ans ou davantage ? Aucune précision : la fin de la période transitoire peut être décidée lors de chaque futur Congrès du

P.C.V. Il n'est pas étonnant qu'une atmosphère d'incertitude, peut-être même d'anxiété, se soit installée, à mesure que le temps passe...

Une telle ambiance psychologique est, bien entendu, extrêmement défavorable au développement économique. Dans une ère d'information et de mondialisation de l'économie, les capitaux sont devenus essentiellement mobiles. Le Vietnam n'est pas un marché des plus prometteurs, comparativement aux autres pays d'Asie. S'il veut attirer les capitaux étrangers, absolument indispensables à son développement, il doit mettre fin sans délai à cette incertitude politique, qui malheureusement a déjà duré trop longtemps.

**Vũ Quốc Thúc**